

Evolutions monétaires à Mayotte au 30 juin 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013 contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,3 % dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accélérée (+0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à, respectivement, 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

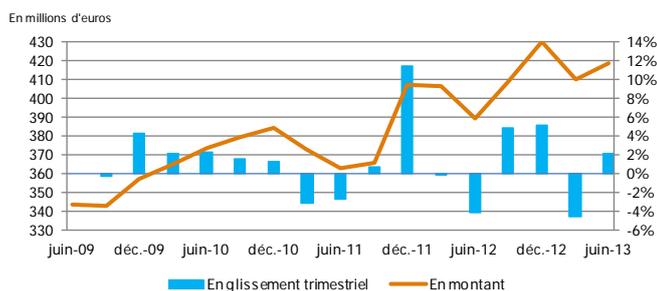
UNE SITUATION FINANCIÈRE PORTEUSE AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Après un début d'année laborieux pour l'activité bancaire, le deuxième trimestre 2013 affiche des indicateurs financiers bien mieux orientés, tant pour l'épargne collectée que pour les crédits octroyés à la clientèle, et accompagne ainsi l'amélioration continue du climat des affaires à Mayotte.

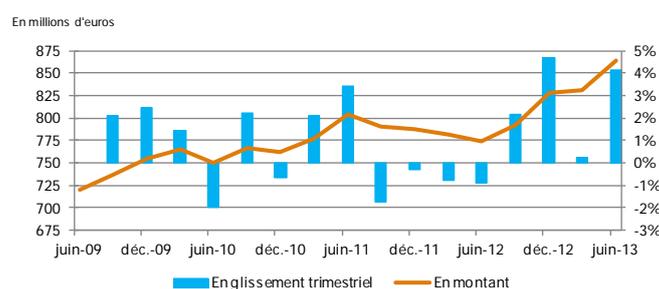
En effet, les actifs financiers voient leur collecte redémarrer (+2,1 % après -4,6 % au premier trimestre) sous l'impulsion de la forte progression des comptes de dépôts des entreprises et des ménages.

Les encours de crédit consentis à l'économie progressent de façon dynamique (+4,1 %, soit +34,2 millions d'euros). À l'exception des autres agents (qui rassemblent les administrations publiques locales, les administrations centrales et de sécurité sociale ainsi que les sociétés d'assurance et fonds de pension), la croissance des encours est générale.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

Rebond des crédits aux entreprises

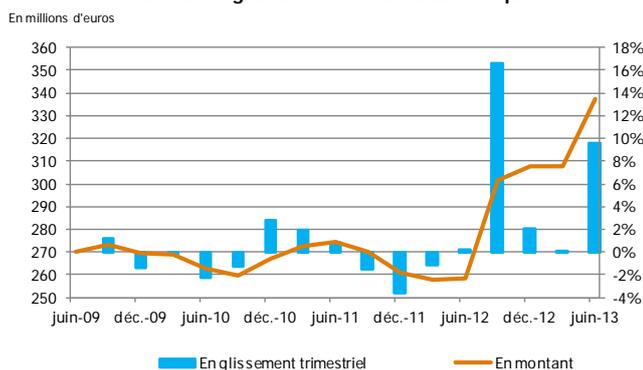
À 337,3 millions d'euros au 30 juin, **l'encours de crédit porté par les entreprises** progresse fortement au deuxième trimestre (+9,6 %, soit +29,6 millions d'euros) après une stagnation au premier trimestre (+0,05 %). Cette nouvelle progression, conjuguée à la succession d'évolutions positives des trois derniers trimestres, influence favorablement le rythme de croissance annuel qui s'élève de 19,3 % (entre mars 2012 et mars 2013) à 30,6 % (entre juin 2012 et juin 2013) (soit +78,9 millions d'euros).

Avec 245,4 millions d'euros d'encours à fin juin 2013, **les crédits d'investissement**, qui représentent près de 73 % des crédits octroyés aux entreprises, contribuent principalement à cette progression avec +26,8 millions d'euros, soit +12,2 % (après -1,2 % au premier trimestre, soit -2,6 millions d'euros). Elle est notamment en lien avec la réalisation d'investissements conséquents dans le secteur de l'énergie mais aussi d'infrastructures publiques (nouvelle aéroport, travaux d'assainissement, construction/rénovation scolaires...).

Les crédits d'exploitation suivent également cette tendance favorable avec une nouvelle augmentation de 6,3 % ce trimestre (soit +2,1 millions d'euros). Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée au cours des six derniers trimestres. Ils s'établissent à 35,3 millions d'euros au 30 juin 2013. La progression ce trimestre rend la tendance sur un an positive de +1,3 % (après -4,9 % entre mars 2012 et mars 2013). Cette évolution s'explique par la reprise observée sur les crédits de trésorerie (+1,1 millions d'euros, soit +4,7 %), les créances commerciales (+0,7 million d'euros, soit +27,8 %) mais aussi les comptes ordinaires débiteurs (+0,3 million d'euros, soit +4,7 %), tous orientés à la baisse au trimestre précédent.

Enfin, l'évolution des **crédits immobiliers** consentis aux entreprises marque le pas ce trimestre avec une contraction de 1,1 %, après +8,4 % précédemment.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

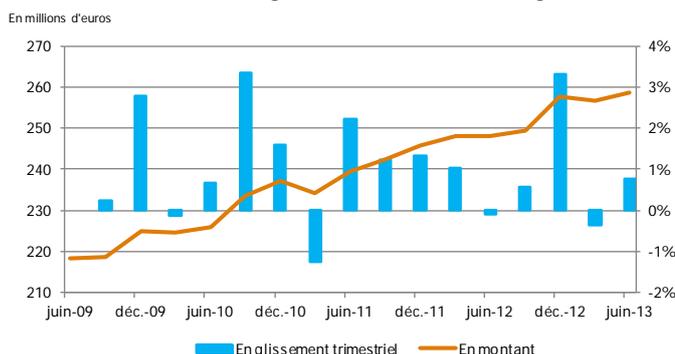


Reprise contrastée des crédits aux ménages

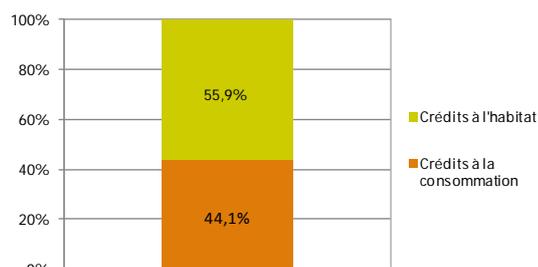
Les concours consentis aux ménages s'inscrivent en hausse au 30 juin (+0,7%, soit +1,9 million d'euros) après avoir marqué le pas au premier trimestre (-0,4 %). Leur rythme de progression sur un an s'accélère (+4,3 % après +3,4 % entre mars 2012 et mars 2013) et l'encours sur la période augmente de 10,6 millions d'euros.

Bien que modérée, **le financement de l'habitat** des ménages (qui concentre 56 % de l'ensemble des crédits aux ménages mahorais) affiche une baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-0,5 %, soit -0,7 million d'euros, après -0,1 % au premier trimestre). Cependant, sur un an, il conserve une bonne orientation avec +8,0 % (soit +10,8 millions d'euros).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Mettant fin à une série de quatre trimestres de replis successifs, **le financement de la consommation** repart à la hausse au deuxième trimestre (+2,4 %, soit +2,6 millions d'euros). L'encours des crédits à la consommation s'établit désormais à 113,9 millions d'euros au 30 juin 2013 mais stagne sur un an (-0,1 %).

Légère accélération de la croissance des crédits aux collectivités locales

Les crédits consentis aux collectivités locales, qui représentent 22 % de l'ensemble de l'encours sain global, progressent à nouveau au deuxième trimestre 2013 (+3,3 millions d'euros, soit +1,9 % après +0,6 % au cours du trimestre précédent). Avec 163,3 millions d'euros au 30 juin 2013, soit 93 % de l'ensemble, les crédits d'équipement s'inscrivent en hausse de 0,9 % au deuxième trimestre (soit +1,5 million d'euros), après -0,8 % au premier trimestre.

Recul de la sinistralité

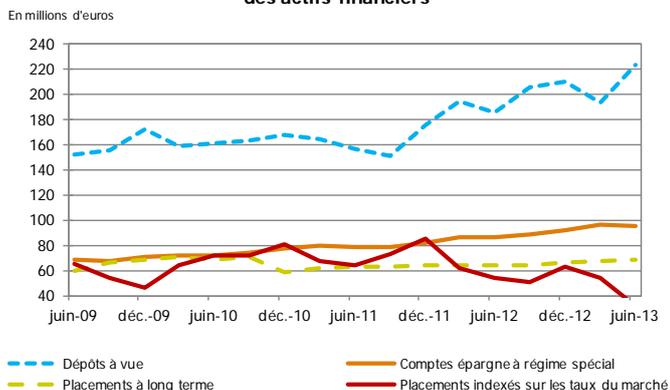
Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement s'inscrivent en repli au deuxième trimestre (-1,6 % après +2,4 % au premier trimestre). Elles s'établissent à 45,6 millions d'euros à fin juin 2013 et représentent 6,8 % du total des concours bruts consentis par les établissements de la place. Les provisions progressent légèrement au cours du deuxième trimestre (+0,4 millions d'euros, soit +1,8 % après +6,2 % au cours du premier trimestre). Sur un an, elles restent en forte augmentation (+2,9 millions d'euros, soit +17,5 %).

REPRISE DE LA COLLECTE GLOBALE

Après deux trimestres de progression soutenue (+4,9 % et 5,2 % respectivement au troisième et quatrième trimestre 2012) suivi d'un repli au premier trimestre (-4,6 %), **les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** repartent à la hausse au deuxième trimestre 2013 avec +2,1 %. Ils s'établissent ainsi à 418,7 millions d'euros et progressent de +7,5 % sur un an.

L'évolution observée au deuxième trimestre est le fait du rebond constaté sur **les dépôts à vue** (+30,9 millions d'euros, soit +16,0 % après -8,1 % au premier trimestre) et, dans une moindre mesure, de la bonne tenue de **l'épargne à long terme** (+0,8 million d'euros, soit +1,3 %). Par contre, la collecte en **placements liquides ou à court terme** affiche un important repli de 15,4 % qui se traduit par une diminution de 23,2 millions d'euros de l'encours du deuxième trimestre.

Evolution des principales composantes des actifs financiers



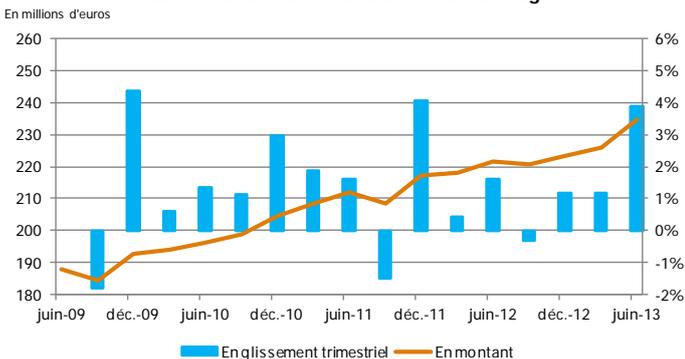
Nouvelle hausse de l'épargne des ménages

Pour le troisième trimestre consécutif, **les placements des ménages** progressent de nouveau et de façon accentuée (+3,9 % après +1,2 %).

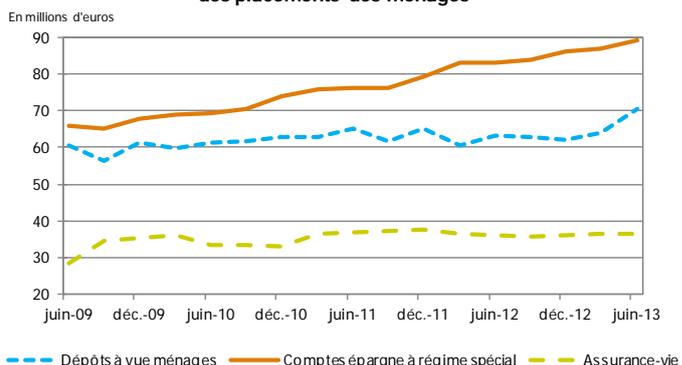
Comme au trimestre précédent, les placements bénéficient de la forte progression des **dépôts à vue** (+6,3 millions d'euros, soit +9,8 %) mais aussi de l'augmentation régulière de la collecte sur le livret A (+5,5 % comme au trimestre précédent) et sur les livrets bancaires ordinaires (+1,8 %).

L'**épargne longue** contribue également, quoique de façon modérée, à la progression d'ensemble (+0,7 million d'euros, soit +1,1 %), notamment grâce à la collecte sur les plans d'épargne logement (+4,1 %). Au cours des douze derniers mois, les ménages mahorais ont accru leurs dépôts auprès des établissements de crédit de 13,3 millions d'euros (soit +6,0 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



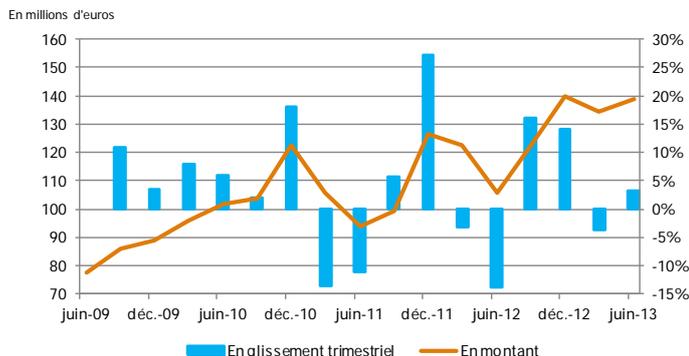
Evolution des principales composantes des placements des ménages



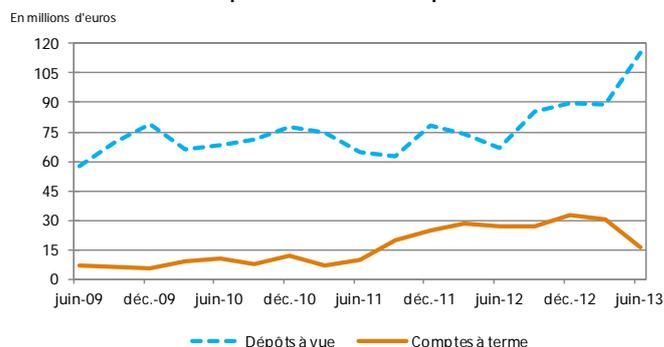
Progression des placements des entreprises

Après la vive progression observée au second semestre 2012 (respectivement +16,2 % et +14,1 % au troisième et quatrième trimestre) suivie d'une contraction de 3,8 % au premier trimestre 2013, **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** repartent à la hausse au deuxième trimestre avec +3,3 %.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



La baisse significative des placements indexés sur les taux du marché observée au deuxième trimestre 2013 (-47,7 %, soit -21,6 millions d'euros) est plus que compensée par la forte progression des **dépôts à vue** (+29,1 %, soit +26 millions d'euros) qui représentent 83 % des actifs financiers détenus par les entreprises. Sur un an, les actifs financiers des entreprises maintiennent une progression dynamique (+31,6 %, soit +33,4 millions d'euros).

Ralentissement de la baisse des placements des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent une baisse moins importante qu'au premier trimestre (-9,3 % après -25,7 %, soit -4,6 millions d'euros). La collecte globale s'établit à 45 millions d'euros au 30 juin 2013, majoritairement détenue sous forme de dépôts à vue qui représentent 85 % des actifs financiers des autres agents.

MÉTHODOLOGIE

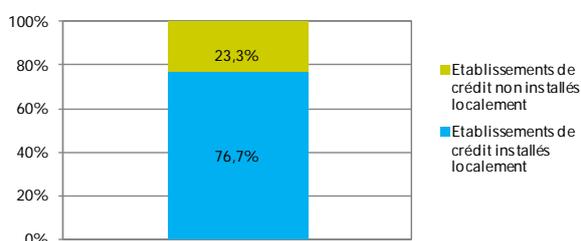
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

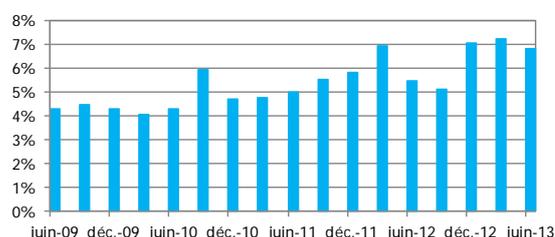
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	47,2	41,0	31,0	34,9	36,7	34,6	33,2	35,3	6,3%	1,3%
<i>Créances commerciales</i>	3,3	3,0	2,3	3,7	3,4	3,1	2,4	3,1	27,8%	-16,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	18,3	17,4	21,6	25,0	27,3	24,7	24,2	25,3	4,7%	1,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,6	5,0	4,6	3,1	3,8	3,4	3,0	3,3	8,3%	5,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	25,2	19,9	7,1	6,2	6,1	6,8	6,6	6,9	4,7%	12,6%
<i>Affacturage</i>	0,5	0,6							-	-
Crédits d'investissement	165,3	169,2	193,3	174,0	206,2	221,2	218,6	245,4	12,2%	41,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	154,7	164,0	189,8	171,8	204,3	219,5	217,1	244,0	12,4%	42,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	7,3	6,3	6,2	5,4	5,8	5,8	5,6	5,7	1,8%	7,0%
<i>Crédit-bail</i>	10,6	5,1	3,5	2,2	1,9	1,7	1,5	1,4	-8,6%	-36,9%
Crédits à l'habitat	55,3	50,1	48,0	47,9	57,0	50,8	55,1	54,5	-1,1%	13,8%
Autres crédits	2,1	2,7	2,2	1,6	1,4	0,9	0,7	2,0	210,2%	26,9%
Encours sain	269,9	262,9	274,5	258,3	301,3	307,5	307,6	337,3	9,6%	30,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	118,2	111,8	116,0	114,0	113,2	112,2	111,3	113,9	2,4%	-0,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,7	105,8	110,4	108,7	107,5	107,0	106,6	109,5	2,6%	0,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,1	3,9	3,7	4,2	4,7	4,4	3,9	3,9	-1,6%	-7,2%
<i>Crédit-bail</i>	5,3	2,1	2,0	1,2	1,0	0,8	0,7	0,6	-15,6%	-47,0%
Crédits à l'habitat	99,9	114,0	123,4	133,9	136,1	145,4	145,3	144,6	-0,5%	8,0%
Autres crédits	0,1	0,1				0,0	0,0		-	-
Encours sain	218,2	225,9	239,4	247,9	249,4	257,6	256,7	258,6	0,7%	4,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	13,2	8,2	7,0	23,3	6,6	8,0	10,5	12,8	22,5%	-45,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	9,9		0,5	15,1			5,0	5,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,3	8,2	6,6	8,2	6,6	8,0	5,5	7,8	42,8%	-4,6%
Crédits d'investissement	133,8	144,3	172,3	154,4	154,8	163,1	161,8	163,3	0,9%	5,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	133,7	144,2	172,3	154,4	154,8	163,1	161,8	163,3	0,9%	5,8%
Autres crédits	15,2	9,3	4,8	1,6	1,6	0,6	0,6	0,1	-91,2%	-96,4%
Encours sain	162,0	161,7	184,1	179,3	162,9	171,8	172,9	176,2	1,9%	-1,7%
Autres agents										
Encours sain	41,8	72,2	70,7	52,9	42,6	42,1	42,1	41,6	-1,4%	-21,5%
TOTAL										
Encours sain	691,9	722,7	768,7	738,4	756,2	779,0	779,4	813,6	4,4%	10,2%
<i>dont ECNIL</i>	196,3	205,4	209,0	175,9	175,9	181,2	185,4	189,4	2,1%	7,7%
Créances douteuses brutes	28,7	26,8	35,2	36,2	35,2	49,4	50,9	50,9	0,0%	40,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	20,3	15,7	20,7	19,6	20,2	31,4	31,7	31,4	-1,1%	59,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	13,6	10,4	5,9	13,8	13,5	22,8	22,8	21,8	-4,5%	58,1%
<i>(dt) Ménages</i>	6,1	4,9	2,8	5,9	6,7	6,8	7,5	8,1	8,2%	38,9%
Provisions	8,4	11,2	14,5	16,6	15,0	18,0	19,1	19,5	1,8%	17,5%
Encours brut total	720,6	749,6	803,9	774,7	791,4	828,5	830,2	864,5	4,1%	11,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,0%	3,6%	4,4%	4,7%	4,4%	6,0%	6,1%	5,9%	-0,2 pt	+1,2 pt
<i>dont ECIL</i>	4,3%	4,3%	5,0%	5,4%	5,1%	7,0%	7,2%	6,8%	-0,4 pt	+1,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	29,2%	41,6%	41,3%	45,8%	42,6%	36,4%	37,6%	38,3%	+0,7 pt	-7,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	77,4	101,7	94,0	105,6	122,6	139,9	134,6	139,0	3,3%	31,6%
Dépôts à vue	57,5	68,1	64,5	67,1	85,1	89,4	89,2	115,1	29,1%	71,7%
Placements liquides ou à court terme	19,7	33,4	29,3	38,4	37,3	50,3	45,3	23,7	-47,7%	-38,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,2%	142,6%
Placements indexés sur les taux de marché	19,7	33,4	29,3	38,4	37,3	50,3	45,3	23,6	-47,7%	-38,4%
<i>dont comptes à terme</i>	7,1	10,2	10,2	27,1	26,6	32,6	30,4	15,9	-47,6%	-41,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,7	2,0	10,7	6,7	5,1	5,1	5,0	4,4	-12,5%	-34,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	11,0	21,2	8,4	4,6	5,6	12,6	9,8	3,3	-66,3%	-28,2%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	2,1%	16,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,5%	0,0%
Ménages	188,0	196,4	211,7	221,4	220,8	223,3	225,9	234,7	3,9%	6,0%
Dépôts à vue	60,5	61,3	65,2	63,2	62,8	61,9	64,1	70,4	9,8%	11,4%
Placements liquides ou à court terme	81,1	80,1	84,3	94,7	94,0	96,2	95,0	96,7	1,8%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	65,8	69,2	76,0	83,1	83,8	86,1	87,0	89,4	2,7%	7,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	58,3	58,1	60,7	63,5	63,6	63,3	62,9	64,0	1,8%	0,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	3,9	7,1	10,9	15,0	15,2	17,6	18,6	19,6	5,5%	30,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	7,7%	16,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,5%	-9,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,9	1,0	12,5%	133,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,0	3,4	3,8	3,9	4,2	4,2	4,4	4,5	2,1%	14,0%
Placements indexés sur les taux de marché	15,3	10,9	8,2	11,6	10,3	10,0	8,0	7,4	-7,6%	-36,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	13,8	9,7	7,6	10,5	9,2	9,4	7,4	6,8	-8,2%	-34,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,6	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-50,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,9	0,9	0,6	1,1	1,0	0,6	0,5	0,5	0,0%	-52,1%
Epargne à long terme	46,4	55,1	62,2	63,5	63,9	65,2	66,8	67,6	1,1%	6,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,9	15,6	18,2	20,6	21,0	22,1	22,7	23,7	4,1%	14,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-8,3%	-53,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	12,0%	24,7%
<i>dont actions</i>	0,2	0,3	0,7	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	-1,0%	-54,7%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,5	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,5%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,9	4,6	5,9	5,6	6,0	6,3	6,6	6,6	-1,0%	17,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	28,5	33,5	36,9	36,1	35,5	35,9	36,5	36,3	-0,4%	0,8%
Autres agents	78,4	75,5	57,0	62,6	65,3	66,7	49,6	45,0	-9,3%	-28,1%
Dépôts à vue	33,5	32,0	27,1	55,4	57,5	58,4	39,5	38,1	-3,6%	-31,3%
Placements liquides ou à court terme	31,7	30,2	29,6	6,8	7,5	8,1	9,9	6,6	-33,1%	-3,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,1	2,9	2,8	3,2	4,8	5,4	8,8	5,4	-38,2%	70,2%
Placements indexés sur les taux de marché	29,6	27,3	26,9	3,6	2,7	2,7	1,1	1,2	7,6%	-67,6%
<i>dont comptes à terme</i>	28,4	26,9	26,9	3,6	2,7	2,7	1,1	1,2	7,8%	-67,7%
Epargne à long terme	13,3	13,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	58,7%	-4,0%
Total actifs financiers	343,8	373,6	362,7	389,6	408,7	430,0	410,1	418,7	2,1%	7,5%
Dépôts à vue	151,5	161,3	156,9	185,7	205,5	209,8	192,7	223,6	16,0%	20,4%
Placements liquides ou à court terme	132,5	143,7	143,2	139,9	138,9	154,5	150,2	127,0	-15,4%	-9,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	67,9	72,1	78,8	86,3	88,6	91,5	95,9	94,8	-1,1%	9,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	59,3	60,3	62,9	66,2	67,9	67,8	67,8	68,7	1,3%	3,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	4,6	7,9	11,5	15,5	15,7	18,4	19,5	20,3	4,3%	31,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	7,7%	16,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,5%	-9,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,9	1,0	12,5%	132,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,0	3,4	3,8	3,9	4,2	4,2	4,4	4,5	2,1%	14,0%
Placements indexés sur les taux de marché	64,6	71,6	64,4	53,6	50,2	63,0	54,3	32,2	-40,7%	-39,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	49,2	46,8	44,6	41,2	38,5	44,7	38,9	23,9	-38,5%	-41,9%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-50,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	11,0	21,2	8,4	4,6	5,6	12,6	9,8	3,3	-66,3%	-28,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,6	3,2	11,4	7,8	6,1	5,7	5,6	4,9	-11,3%	-36,5%
Epargne à long terme	59,8	68,6	62,6	64,0	64,3	65,7	67,2	68,0	1,3%	6,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,9	15,7	18,5	20,9	21,2	22,3	22,9	23,9	4,5%	14,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-8,3%	-53,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	12,0%	24,7%
<i>dont actions</i>	0,3	0,4	0,8	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,6%	-39,7%
<i>dont obligations</i>	14,0	13,7	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,5%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,0	4,7	5,9	5,6	6,1	6,3	6,7	6,6	-1,0%	17,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	28,5	33,5	36,9	36,1	35,5	35,9	36,5	36,3	-0,4%	0,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2013